

**Assemblée générale**

Distr. limitée  
20 octobre 2000  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-cinquième session****Troisième Commission**

Point 112 de l'ordre du jour

**Élimination du racisme et de la discrimination raciale****Bélarus : projet de résolution****Mesures à prendre contre les activités néonazies  
et les autres idéologies et pratiques fondées sur l'intolérance  
ou la discrimination raciale ou ethnique, la haine et la terreur**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* que l'Organisation des Nations Unies est née de la lutte contre le nazisme, le fascisme, l'agression et l'occupation étrangère et que, dans la Charte des Nations Unies, les peuples se sont déclarés résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre,

*Consciente* de la volonté résolue que les peuples du monde ont exprimée dans la Charte de proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, et de favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

*Convaincue* que le meilleur rempart contre les activités néonazies et les autres idéologies et pratiques fondées sur l'intolérance ou la discrimination raciales ou ethniques, la haine et la terreur est la mise en place et le fonctionnement d'institutions démocratiques, que l'existence d'une véritable démocratie, politique, sociale et économique est un vaccin efficace et un antidote tout aussi efficace contre la constitution ou le développement de mouvements néonazis et que l'existence d'un système politique fondé sur la liberté et la participation effective de la population à la conduite des affaires publiques dans lequel les conditions économiques et sociales assurent un niveau de vie décent à la population rend impossible l'existence du nazisme et d'autres idéologies fondées sur le racisme et la discrimination raciale, la haine et la terreur,

*Notant avec regret* qu'il persiste dans le monde contemporain diverses manifestations d'activités néonazies ainsi que d'autres idéologies et pratiques fondées sur l'intolérance ou la discrimination raciale ou ethnique, la haine et la terreur, qui im-

pliquent le mépris de l'individu ou un déni de la dignité et de l'égalité intrinsèques de tous les êtres humains, ainsi que de l'égalité des chances dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel et dans celui de la justice sociale,

*Vivement alarmée* par la récente intensification des activités des groupes et organisations néonazies et néofascistes,

*Notant avec préoccupation* que ces groupes et organisations exploitent de plus en plus les possibilités offertes par le progrès scientifique et technologique, y compris le réseau informatique mondial qu'est l'Internet,

*Se déclarant très préoccupée* par l'intensification des activités, dans un certain nombre d'États, des prêcheurs d'idéologies fascistes et par la coordination croissante de leurs activités au niveau international,

*Rappelant* ses résolutions 2331 (XXII) du 18 décembre 1967, 2438 (XXIII) du 19 décembre 1968, 2545 (XXIV) du 11 décembre 1969, 2713 (XXV) du 15 décembre 1970, 2839 (XXVI) du 18 décembre 1971, 34/24 du 15 novembre 1979, 35/200 du 15 décembre 1980, 36/162 du 16 décembre 1981, 37/179 du 17 décembre 1982, 38/99 du 16 décembre 1983, 39/114 du 14 décembre 1984, 40/148 du 13 décembre 1985, 41/160 du 4 décembre 1986 et 43/150 du 8 décembre 1988,

*Rappelant aussi* les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1983/28 du 7 mars 1983<sup>1</sup>, 1984/42 du 12 mars 1984<sup>2</sup>, 1985/31 du 13 mars 1985<sup>3</sup>, 1986/61 du 13 mars 1986<sup>4</sup>, 1988/63 du 10 mars 1988<sup>5</sup> et 1990/46 du 6 mars 1990<sup>6</sup>,

*Prenant en considérant* le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui est associée<sup>7</sup>,

*Se félicitant* de la convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée,

1. *Condamne de nouveau résolument* les activités néonazies et autres idéologies et pratiques fondées sur l'intolérance ou la discrimination raciale ou ethnique, la haine et la terreur et qui impliquent un déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2. *Se déclare résolue* à résister à toutes les activités néonazies et autres idéologies et pratiques, qui privent les êtres humains des droits fondamentaux de l'homme et des libertés premières, ainsi que de l'égalité des chances;

3. *Demande* à tous les gouvernements de s'attacher à faire en sorte que les jeunes soient éduqués dans le respect du droit international ainsi que des droits fondamentaux de l'homme et des libertés premières et contre le néonazisme et les autres idéologies et pratiques fondées sur la terreur, la haine et la violence;

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1983, *Supplément No 3* (E/1983/13), chap. XXVII.A.

<sup>2</sup> Ibid., 1984, *Supplément No 4* (E/1984/14), chap. II.A.

<sup>3</sup> Ibid., 1985, *Supplément No 2* (E/1985/22), chap. II.A.

<sup>4</sup> Ibid., 1986, *Supplément No 2* (E/1986/22), chap. II.A.

<sup>5</sup> Ibid., 1988, *Supplément No 2* (E/1988/12), chap. II.A.

<sup>6</sup> Ibid., 1990, *Supplément No 2* (E/1990/22), chap. II.A.

<sup>7</sup> A/55/304, annexe.

4. *Demande* à tous les États d'appeler l'attention sur les menaces aux institutions démocratiques que font peser les idéologies et pratiques susmentionnées et d'envisager de prendre des mesures, conformément à leur système juridique national et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>8</sup> et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme<sup>9</sup>, en vue d'interdire ou d'empêcher par d'autres moyens les activités des groupes ou organisations ou autres entités pratiquant ces idéologies;

5. *Invite* les États Membres à adopter, conformément à leur système constitutionnel national et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, à titre hautement prioritaire, des mesures déclarant délit punissable par la loi la diffusion d'idées fondées sur la supériorité raciale, la haine ou la propagande belliciste, y compris le néonazisme et les autres idéologies;

6. *Considère* que la meilleure défense contre les activités néonazies et les autres idéologies et pratiques fondées sur l'intolérance ou la discrimination raciale ou ethnique, la haine et la terreur est la participation libre et effective de la population aux institutions démocratiques, en particulier à des élections libres et régulières se tenant à des intervalles raisonnables, fondées sur le respect des droits de l'homme proclamé dans les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme;

7. *Prie* le Secrétaire général d'inclure dans son rapport à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée des renseignements sur les mesures prises par les États Membres contre les activités néonazies et les autres idéologies et pratiques fondées sur l'intolérance ou la discrimination raciale ou ethnique, la haine et la terreur.

---

<sup>8</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>9</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.